

Synthèse discursive de l'ouvrage « Les Métropoles barbares : démondialiser la ville, désurbaniser la terre » écrit par Guillaume Faburel en 2018

« *Démondialiser la ville* » quelle idée surprenante, à l'heure où la grande majorité des penseurs et des faiseurs de villes chantent de concert l'injonction inverse. Comment Guillaume Faburel parvient-il à soutenir une telle thèse, à premières vues porteuse de retour en arrière et de repli sur soi ?

On pourrait croire que cet ouvrage s'adresse justement aux artisans, ou tout du moins, aux bienheureux de la métropolisation, par la manière dont il se singularise par son approche instructive de déconstruction du modèle métropolitain. *Les métropoles barbares* nous livrent un contrepoint universitaire rigoureux à la béatitude métropolitaine ambiante. Les poseurs de briques métropolitaines y trouveront un autre point de vue sur ce processus dogmatique qui, dans leur logiciel de pensée moderniste et néolibérale, ne laisse place à aucune alternative. A contrario, les désillusionnés du modèle trouveront dans ce livre un argumentaire solide ainsi qu'un moyen de légitimation universitaire d'un contre-courant que beaucoup mettent en pratique aujourd'hui et qui, dans un même temps, est largement absent des discours académiques. C'est donc sur un ton engagé et soutenu, avec une écriture saillante mais parfois alambiqué que l'auteur amène le lecteur de manière pédagogique à déconstruire le modèle métropolitain pour sous-tendre in fine une alternative communaliste, anarchiste et biorégionale (Bookchin, 2003 ; Dardot et Laval, 2014 ; Magnaghi, 2014).

Reprise de la critique

Dans la continuité des numéros 2 et 3 des Carnets de la Décroissance (Faburel et Girault coord., 2015 et 2016) les deux premières parties de l'ouvrage s'attachent à nous dépeindre longuement et finement les limites sociales et environnementales des politiques métropolitaines et du néolibéralisme urbain. Pour l'auteur, nulle possibilité de ne pas s'y soumettre, les grands centres urbains sont sommés de se livrer des guerres fraternelles où les plus forts écrasent les plus faibles ; telle serait la nouvelle théorie de l'évolution urbaine : « le Darwinisme métropolitain » (p.105). « Croître » (p.33), « grossir » (*ibid.*), « accélérer » (p.47), « consommer » (p.57) et « accumuler » (p.77) tels sont les mots d'ordre des autorités urbaines. En plus de porter un lourd tribut aux espaces en marge, cette marche forcée vers la métropolisation globale épuiserait les corps et les esprits. Dans une perspective foucauldienne, l'auteur dénonce ce « biopouvoir métropolitain » qui déshumanise ses habitants et les dépossède de leur puissance d'agir. Il soutient dans la troisième partie de son ouvrage qu'un vent contraire souffle de plus en plus fort sur le château de carte métropolitain. De nouveaux

genres de mobilisation et leurs modes d'action renforceraient « l'obsolescence programmée des métropoles » (p.258) et, dans un même temps, l'éclosion territorial de communs par une biopolitique mineure de la transformation (Agamben, 2014).

Ces marges radieuses

Afin d'ancrer son propos dans des réalités pratiques, l'auteur nous propose une liste thématique, non exhaustive, de luttes territoriales et d'initiatives alternatives, qui éclaire sur « la diversité des enjeux et des thèmes de mobilisation, et la pluralité des causes qui les sous-tendent » (p.245). On peut comprendre la volonté didactique de l'auteur de donner à voir une grammaire commode de cette « archipel périphérique » (p.269). Or, un lecteur averti et partageant la philosophie anarchiste et sécessionniste du Comité Invisible et du collectif Mauvaise Troupe (tous deux cités dans ce présent ouvrage) pourrait être interpellé par les disparités politiques profondes de certaines des luttes et des alternatives présentes dans cette liste. Cependant, malgré leurs antagonismes, ce qu'il faut retenir de ces différentes expériences c'est la manière commune dont elles s'opposent au malheur du « néoproductivisme métropolitain » (p.244) et dont elles parviennent à proposer une alternative heureuse.

Dans ces marges radieuses, l'auteur affirme que l'on constate une politisation de nos corps en souffrance, « le corps constitu[ant] l'ultime véhicule de toute interprétation autochtone du monde » (p.263). En effet, selon lui, les luttes bouillonnantes dans ces marges provoquent, engrent et engagent nos corps. Elle est moins théorique, non plus dans les discours, « elle est plus dans la posture, le positionnement de soi, que dans la demande » (*ibid.*). Par la suite, Guillaume Faburel montre par l'exemple qu'il existe « une réoccupation des lieux de l'existence » (p.264) par l'appropriation et l'invention de lieux d'action *habitante*. Que ce soit à la lisière de la métropole (comme à Notre-Dame-des-Landes), où dans les interstices des hypers-centres (comme au jardin autogéré des Pendarts, dans les pentes croix-roussiennes lyonnaises), tous ces lieux constituent « des espace-temps libérés pour l'action collective » (*ibid.*). Pour se libérer du joug métropolitain, ces expériences opèrent un décentrement de l'intérieur vers l'extérieur, une marche commune vers un alter-urbain, en somme, « une grande transhumance » (p.264), c'est-à-dire, le retour du corps vers le lieu d'où il était parti. Finalement, l'auteur suggère qu'au sein de ces lieux de l'existence s'opère une territorialisation de nouvelles formes d'engagements « où le désir de faire sens par la mise en geste nourrit un renouveau » (p.277). En d'autres termes, la politique se réinvente par l'espace, elle se contextualise dans les lieux par l'action. Ce « réancastrement des causes à défendre », au sein des Zad, des « communautés existentielles critiques » (Arnsperger, 2006), ou plus simplement dans les initiatives de l'alternative, embrasserait toutes les facettes de nos vies. Ce renouveau de notre « philosophie de l'existence » constituant une éclosion progressive mais bien réelle du commun dans des lieux d'actions.

Les communs biopolitiques d'une transformation

Dès lors, la politisation des corps en souffrance, ainsi que la réoccupation des lieux de l'existence, mais également le réancastrement des causes à défendre constitueraient donc selon l'auteur les fondements d'une « biopolitique mineure » par, pour et dans les communs (Agamben, 1999 ; Dardot et Laval, 2014). Toute la puissance théorique de cet ouvrage réside dans le fait que l'auteur nous permette de rendre intelligible, ou tout du moins, compréhensible, ce qui se joue derrière ces dynamiques alter-métropolitaines. *Habiter, coopérer, autogérer* constitueraient donc les trois attributs premiers d'une biopolitique mineure de la transformation. Biopolitique socioécologique certes à l'heure embryonnaire, se réalisant aujourd'hui « massivement en dehors des grands agglomérats urbains » (p.279), mais qui porterait en elle un dépassement d'une souveraineté étatique par l'autogouvernement généralisé de collectivités autonomes reliées.

Pour conclure, cet ouvrage donne à voir ce que pourrait être un surpassement des dynamiques métropolitaines. Tout d'abord, force est de constater que le principe de commun développé par Dardot et Laval peine à se spatialiser, c'est-à-dire, à prendre corps dans la pratique des lieux. Par ces communs de la biopolitique de transformation (*Habiter, coopérer, autogérer*), on comprend la volonté de l'auteur de « territorialiser » le principe du commun. En reprenant à son compte les apports théoriques majeurs de ces travaux, l'auteur propose à la « révolution du commun » d'acquérir une validité pratique permettant de rendre compte de la diversité et de la pluralité des situations. Pour ce faire, l'auteur dévoile progressivement l'intérêt des thèses territorialistes italiennes. Cependant, les réflexions d'Alberto Magnaghi et de Guillaume Faburel n'apparaissent pas totalement similaires. En effet, l'auteur semble s'affranchir du caractère parfois trop naturaliste et patrimonialiste des thèses italiennes.

Dans cette perspective, le *Réseau des Territorialistes*, dont l'auteur est un des fondateurs, cherche à penser et à mettre en pratique ce courant en s'émancipant de l'approche italienne afin notamment de rendre le territorialisme plus propice à se réaliser dans d'autres contextes, et sur d'autres constructions biopolitiques et épistémologiques. Cependant, ces distinctions sont sous-entendues. Il pourrait être intéressant que Guillaume Faburel explicite plus précisément ces distinctions, ce qui nourrirait sans aucun doute les réflexions territorialistes françaises.

Finalement, selon l'auteur, la ligne politique directrice la plus à même de livrer une réelle alternative au néolibéralisme métropolitain serait le municipalisme libertaire de Murray Bookchin, c'est-à-dire, « une société à taille humaine, décentralisée, composée de communautés politiquement autonomes et regroupées en fédération ». Quelques tentatives communales existent aujourd'hui, comme en France à Saillans, voire communalistes comme à Marinaleda en Andalousie. Cependant, l'expérience de confédération de communautés autonomes n'est à ce jour mis en œuvre que dans la région kurde du Rojava et sa pérennité est plus que menacée par le contexte géopolitique désastreux.

Sortir de la métropole ... pour en revenir ?



La thèse de l'auteur incite à sortir des métropoles : « fuir les polarités urbaines où le pouvoir sur les corps s'exerce à plein régime » (p.344). Plus que de sortir de son appartement en ville pour s'installer dans un pavillon à la campagne, comme suggérerait une lecture simpliste de la thèse du livre, il faut sortir du modèle métropolitain pour entreprendre « un retour sur Terre, un retour à la terre » (p.345). Bien évidemment cela impliquera une décroissance des grands centres urbains au profit d'un repeuplement par le ménagement des espaces ruraux. Mais l'idée n'est pas d'abandonner les villes, mais bien d'arrêter de nous abandonner à elles, par la réappropriation collective de la terre, par un nouveau rapport à elle.

Dès lors, dans quelles mesures peut-on freiner de l'intérieur les dynamiques métropolitaines ? Un élément de réponse que l'on peut supposer, c'est un développement réticulaire du mouvement de transformation biopolitique enraciné dans les marges radieuses des métropoles. Cela laisse imaginer que cette biopolitique nouvelle puisse se répandre, telle une végétation grimpante, sur la machine métropolitaine pour finalement en gripper tous ses rouages. Cela constitue un idéal de contre société vers lequel il faudrait tendre (More, 1516).

Un bon en avant et une ouverture sur l'autre

« Démondialiser la ville » prend donc un caractère bien plus ouvert sur l'autre que son acception triviale. La communalisation et le ménagement des ressources naturelles, humaines et matérielles étant les principes fondamentaux de l'alternative métropolitaine proposée ici (Marié, 1989 ; Paquot, Lussault, Younès, 2007). « Désurbaniser la terre » s'inscrit donc dans une perspective ménagiste et décroissante, là aussi bien plus heureuse pour les humains et les non humains, que ce que nous propose le modèle néolibéral d'aujourd'hui (Latouche, 2013 ; Ariès, 2018). In fine, le chemin inverse proposé dans *Les métropoles barbares* semble plus humain, plus joyeux et plus pragmatique que les quelques thèses universitaires critiques sur le sujet.

Thibaud Cavallès, Doctorant à l'Université Lyon 2, animateur du Réseau Territorialistes, décembre 2018.